

Commerce extérieur français en déficit : une surprise ?

Posté le : 10 août 2018 17:10 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Analyse sectorielle, hyperfiscalité, Economie et politique

Le commerce extérieur français continue sur sa belle trajectoire de déficits. Quelle est la cause première de ces déficits récurrents ? Le manque de compétitivité et de productivité. Quelle est la cause de ces manques : la réduction administrative du temps de travail et l'excès de dépenses publiques et d'impôts.

En dépit de tous les articles et érucations, sur la TNT, des collectifs d'économistes socialisants, l'effondrement du commerce extérieur suit inéluctablement le passage forcé aux trente-cinq heures. Dans un pays où l'Etat collecte près de cent pour cent de la valeur ajoutée des entreprises non financières de plus d'une personne, ce qu'on appelle les entreprises, et détourne à son propre profit et celui de ses agents, l'essentiel de la richesse produite, il est normal que la production vienne pour une bonne part de l'étranger et que l'exportation soit difficile. Pour corser l'affaire, sous l'influence des communistes depuis la Libération, le gros des charges sociales et de l'impôt pèse sur la production. On importe des produits sans charges sociales contre des produits avec charges sociales. Si celles-ci étaient faibles, ce serait déjà un problème, mais ce sont les plus lourdes du monde. On a par ailleurs chassé « les riches », mettant notre industrie entre les mains de l'étranger.

Comme nous sommes nés malins, nous avons multiplié l'importation d'étrangers inactifs en faisant fuir nos actifs nationaux. Nous avons confié les règles du commerce extérieur à des étrangers, via l'Union Européenne qui n'a d'autre envie que de passer des contrats de libre échange qui met nos industries directement en concurrence avec des pays à salaires misérables et population innombrable, et ceux techniquement les plus avancés.

Il faut bien voir que des déficits commerciaux se traduisent par la captation de l'épargne nationale par l'étranger ce qui nous impose, pour maintenir notre niveau de vie, de recourir massivement à l'emprunt. Emprunt de l'Etat éternellement en déficit et des particuliers qui n'ont pas le choix. Heureusement, pour sauver les banques de l'explosion de l'économie baudruce mise en place en 1971, la BCE maintient depuis des années les taux à un niveau ridiculement bas, propice à toutes les bulles. Il permet à l'étranger de piller ce qui reste de nos entreprises.

La France dispose donc d'une économie totalement voilée, faussée, la production suivant les dépenses publiques plus que les besoins exprimés par la population. Quand on sert la dépense publique on n'exporte pas. Quand on construit des milliers de ronds-points, on n'exporte pas. Quand on investit indéfiniment à pertes dans des lignes de chemins de fer sans rentabilité, on n'exporte pas. Quand on cherche à réduire les dépenses de santé « gratuites », en allant importer des pays à bas salaires la presque totalité des spécialités, on détruit son industrie du médicament et on n'exporte pas.

Il est désormais parfaitement clair que le gouvernement actuel est ce que nous dénonçons depuis le début : le champs clos de l'Enarchie Compassionnelle triomphante, qui a gagné la dernière présidentielle grâce à une démagogie sans limite et l'astucieuse destruction orchestrée du candidat Fillon.

Depuis maintenant un an, aucune mesure de fond permettant de restaurer la compétitivité et réduire

la dépense publique n'a été prise. Aucune sérieuse.

On parle de quelques centaines de postes de fonctionnaires supprimés. La dépense publique a fortement augmenté. Aucun effort de réduction des charges sociales portant sur l'entreprise (on a évacué sur les retraités une partie des charges sociales salariales). Les grandes entreprises publiques du passé (Air France, EDF, France Telecom, la Poste, la SNCF, la SNCM...) restent des boulets syndicalisés qui multiplient les pertes et les exactions contre les Français. Les prélèvements fiscaux de cette première année sont supérieurs à ceux de la première année de l'hystérie fiscal Hollande ! Personne au gouvernement ne sait comment se sortir du piège de la suppression de la taxe d'habitation et de la révolte des collectivités locales accros depuis des années à des dépenses démagogiques sans limite, voire à une hystérie vélo-bobo-socialo-gauche destructrice, comme à Paris.

Alors tout le monde emprunte et importe, sans le savoir. 18 ans de ce régime a mis la France au rang de puissance marginale et la phrase la plus entendue dans les milieux qui ont les moyens de compter est : « la France, c'est fini ; ce n'est plus là que cela se passe ».

Nos exportations sont le plus souvent le fait de grands marchés vulnérables. Dassault est sous la menace d'un embargo américain sévère, comme Airbus. L'affaire iranienne montre la vulnérabilité de Total et des constructeurs automobiles français. Comme nous avons systématiquement empêché les PME de grossir, du fait des effets de seuils et des prélèvements abusifs sur la réussite, même petite, nous n'avons pas de Mittelstand permettant d'exporter des produits ciblés et mondialisés. Nous avons été sortis et depuis longtemps des marchés technologiques de pointe.

Virés de l'informatique, virés d'internet, virés de la téléphonie mobile, virés de la mécanique, virés de l'électronique, virés des réseaux sociaux, absents des technologies vertes, ridiculisés par les Chinois dans le nucléaire, anglosaxonisés et marginalisés dans l'industrie musicale et plus généralement la Culture, où est donc la France qui innove et qui prend des places de n° 1 mondial ? L'édition proprement française est quasi morte comme la presse d'ailleurs. L'agriculture française commence à montrer des béances de compétitivité, du fait de son organisation presque purement administrative, voire communiste (Modev etc.). Même l'agroalimentaire, le vin, la mode, le luxe et le tourisme commencent à souffrir. La plupart de nos grands hôtels appartiennent désormais à l'étranger. Les grands groupes qui marchent vivent la main dans la main, et la main dans la bourse, de l'Etat et des collectivités locales, ou ont été rachetés par l'étranger ou sont à la veille de l'être.

Quant à nos grandes administrations, elles sont toutes dans le désarroi depuis longtemps. La justice est effondrée sans espoir depuis qu'elle s'est mise au service de la délinquance (qui n'est coupable de rien puisque victime de la société bourgeoise) et a choisi de chasser le bourgeois (la source de tous les maux) ; l'école n'est pas loin du néant comme l'université ; la police est dépassée par la délinquance des vrais voyous ; les armées fonctionnent avec des bouts de ficelle (et des fournitures venant de l'étranger ; la diplomatie française gère la fermeture de toutes les institutions qui faisaient notre rayonnement et accélère la marginalisation du français comme langue utile. Notre langue cesse même d'être une langue enseignée dans de multiples pays. C'est peu dire que le régalien en France est à la dérive. Quant aux naissances, elles ont commencé leur baisse historique, à force de démanteler les dispositifs natalistes.

On dira : M. Blanquer a commencé à redresser l'école. On a supprimé quelques abus avec la nouvelle loi sociale. On a supprimé pour l'avenir (lointain) le statut de cheminot. On a réduit l'ISF en IFI. Le forfait sur les revenus de l'épargne a mis fin à une mesure dramatique pour l'épargne. C'est vrai, c'est bien, mais c'est peu.

Compte tenu du coût aberrant des réactions syndicales communistes, il aurait peut-être mieux valu aller beaucoup plus loin tout de suite, après avoir réformé lourdement le droit de grève et les

financements syndicaux.

La haute fonction publique qui tient l'Etat et la Nation, en les ruinant tous les deux, à la manière de l'aristocratie d'ancien régime, est d'abord soucieuse de sa propre conservation. Elle considère qu'elle ne passe pas par une meilleure productivité du pays, trop rugueuse à imposer tant les remises en cause sont nombreuses et importantes.

Nous conserverons donc des millions de chômeurs et des millions de fonctionnaires ou de personnes dépendant directement de la dépense publique (près de 15 millions de foyers tout de même, sans compter les retraités, plus de trente millions avec).

Notre déficit extérieur restera, pour sa part, majestueux. Un pays qui n'a jamais su avoir des finances publiques équilibrées depuis le triomphe des Enarques lors de l'élection de Giscard comme Président de la République et de la nomination de Chirac comme Premier Ministre, jusqu'à l'élection de Macron à l'Elysée et de Philippe à Matignon, ne peut pas espérer avoir un poids économique mondial positif. Supprimer les déficits abyssaux, les impôts confiscatoires, les dépenses folles, la cogestion syndicale des administrations, de la santé, de l'agriculture, de la culture serait, pour l'Enarchie, la même horreur que vider l'eau du bocal pour le poisson rouge.

La réforme de la Constitution est désormais morte avant d'être enterrée. Il est vrai qu'elle ne servait à rien. Elle n'aurait eu de sens que si ces trois articles avaient été ajoutés :

- Nul ne peut être élu dans une assemblée qui fixe l'essentiel de sa rémunération et de ses conditions d'emploi.
- Nul ne peut bénéficier de deux rémunérations de l'Etat ni cumuler une rémunération d'Etat et une rémunération privée.
- Ne peuvent bénéficier d'un statut de fonctionnaire que les très hauts fonctionnaires dont l'emploi par l'Etat est discrétionnaire et qui doivent être protégés du risque politique (soit pas plus de quelques milliers, tous les autres devenant contractuels).

A la benne Benalla et la réforme constitutionnelle ! Pendant ce temps-là M. Juncker, sans mandat, va à Canossa-Washington négocier avec M. Trump. Le story telling avait été grandiose : « on ne pouvait rien espérer. Mais un accord miraculeux a été signé. Merci qui ? ». Communication quand tu nous tiens ! Comment peut-on représenter en même temps les intérêts d'un pays excédentaire jusqu'à l'indécence et la France ? La question ne sera pas posée.

Dans ces conditions, comment croire que les comptes extérieurs français se corrigent tout seuls ?